

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Insécurité : la cote d'alerte ?

**LE** corps du Pr Guillaume Pambou Tchivounda, retrouvé à son domicile d'Owendo, le 5 janvier 2023, et ceux de deux femmes découverts en l'espace de deux jours à Libreville et Bitam. Un ressortissant sénégalais assassiné puis jeté non loin de sa boutique, en début de semaine dernière, à Acaé. Autant de faits auxquels s'ajoutent les écarts de conduite de certains éléments des Forces de défense et de sécurité, susceptibles d'installer un climat de peur, aussi bien chez les Gabonais que chez les populations allogènes contre lesquels il va falloir lutter.

Abel EYEGHE EKORE  
Libreville/Gabon

**L'**INSÉCURITÉ. On n'en parlera jamais assez dans notre pays. Depuis un certain temps sur les réseaux sociaux, plusieurs disparitions sont signalées, aussi bien à Libreville que dans l'hinterland. Des disparitions qui débouchent assez souvent sur la mort des personnes recherchées. Une situation qui amène à s'interroger en ces termes : a-t-on atteint la cote d'alerte en matière d'insécurité au Gabon ?

En effet, dans la journée du 5 janvier 2023, le corps du Pr Guillaume Pambou Tchivounda, enseignant émérite de droit public, a été découvert à son domicile d'Owendo. D'après les premiers éléments du constat d'usage, la dépouille en état de décomposition avancée présentait des traces de violence. Le 16 janvier 2023 à Libreville, c'est celui d'une jeune femme, Bonnie Leslie Mawanga, portée disparue la veille qui est retrouvé sur la plage d'Acaé. Qu'est-ce qui a bien pu se passer, pour que la victime, âgée d'une trentaine d'années, reconnue pourtant dans sa famille et son entourage comme une fille calme, rangée, responsable et sérieuse, trouve la mort dans de telles conditions loin de son domicile de Nialy ? Une source proche de la famille relate que dans la journée de dimanche, la jeune femme, fiancée et mère de trois enfants, dont le dernier est âgé d'à peine six mois, décide de sortir et de laisser le nourrisson avec sa petite sœur. Elle confie également à cette dernière son téléphone portable. Tard dans la nuit, n'étant pas rentrée, la

mère de Bonnie Leslie Mawanga commence à s'inquiéter, et alerte aussitôt le reste de la famille. Surtout que ce n'est pas dans les habitudes de sa fille de rester longtemps dehors. Aussi des recherches sont-elles engagées. Malheureusement, c'est une mauvaise nouvelle qui parvient à la famille de cette dernière : le lundi 16 janvier, on leur annonce la découverte du corps de leur enfant à la plage d'Acaé. Et de la mise à disposition de celui-ci auprès d'une maison de pompes funèbres.

À Bitam, le chef-lieu de la province du Woleu-Ntem, c'est le corps sans vie de Chadriana Andeme Obame qui est retrouvé au quartier TP, à la hauteur de la rivière Mongomo. De sources judiciaires proches du dossier, l'attention d'une dame a été attirée par une forte odeur pestilentielle provenant d'un gros sac de voyage. Le contenu de celui-ci va aussitôt faire tomber des nues les riverains des TP et, partant, les habitants de la ville des Trois-Frontières. D'autant qu'il s'agit du corps dénudé d'une jeune fille. Parmi les autres détails en possession des Officiers de police judiciaire (OPJ), il y a des préservatifs. Toute chose qui laisse penser à des rapports sexuels forcés ou consentis peu de temps avant sa mort. Selon une source proche de la famille, Chadriana Andeme Obame, affectueusement appelée "Chacha", était élève en classe de seconde au Lycée de l'Excellence de Bitam. Elle aussi était portée disparue depuis le 24 décembre 2022. Aussi, cette triste fin de la jeune fille originaire du village Mekome-Essandone vient-elle installer un climat de terreur à Bitam et ses environs.

À ces découvertes macabres s'ajoute celle, le mercredi 11 janvier 2023, encore à Acaé d'un boutiquier identifié comme Amadou Diop, le corps lardé de coups de couteau. La dépouille du Sénégalais a été abandonnée en face d'une poubelle jouxtant l'Université africaine des sciences (UAS). Et ces dernières heures, c'est le corps d'une femme qui a été retrouvé ligoté et dissimulé sous son lit. Elle vivait seule. Au regard de ce qui précède, il est clair que les cas d'insécurité vont croissant dans le pays. Au point que l'on ne compte plus une semaine sans que de paisibles citoyens ne se fassent agresser ou, plus grave, tuer. Les auteurs de la plupart de ces crimes courent toujours et les populations ont l'impression d'être abandonnées à elles-mêmes. D'où la nécessité pour les pouvoirs publics d'agir vite pour que la peur change de camp.



Photo: AEE

Les conclusions des investigations sont attendues par les familles de





## Sécurisation du Grand Libreville : 130 personnes interpellées, mais...

Abel EYEGHE EKORE  
Libreville/Gabon

L'OPÉRATION de sécurisation du Grand Libreville qui vise à lutter contre la petite et la grande criminalité se poursuit. Depuis le début du mois de décembre 2022 à ce jour, les Forces de police nationale (FPN) qui en sont déjà à six opérations, ont ainsi procédé à plusieurs interpellations dans des zones dites criminogènes. Ainsi, les unités de la Brigade de recherches et d'interventions (BRI), de la Brigade anticriminalité (BAC), de la Direction de la sécurité publique (DSP) et de l'Office central de lutte antidrogue ont interpellé plusieurs personnes relativement à plusieurs délits commis dans différents quartiers. En tout, 130 suspects répartis comme suit : consommation et détention des produits stupéfiants, défaut de carte de séjour (DCS), outrage et rébellion. À ceux-ci, s'ajoutent les personnes activement recherchées pour divers délits. Chaque unité spécialisée en la matière est sur les dents, pour monter la procédure permettant de déférer les mis en

cause devant le parquet de la République.

Si ces opérations permanentes lancées par le haut commandement en chef des Forces de police nationale trouvent un écho favorable auprès des populations – lesquelles se réjouissent de voir les Officiers de police judiciaire (OPJ) mettre hors d'état de nuire les bandits de leurs quartiers –, l'incivisme et le manque de collaboration manifestés par d'autres habitants sont par contre à déplorer. D'autant que ces derniers se sont rendus auteurs d'outrage à agents, lorsqu'il s'est agi d'interpeller un membre de leur famille ou une connaissance du quartier. D'où l'interpellation de certains pour rébellions et outrage à agents dans l'exercice de ses fonctions.

Un haut gradé de la police rappelle, à juste titre, que la sécurisation du Grand Libreville est, à n'en point douter, une opération bénéfique pour tous. Car il s'agit de les sécuriser et de sécuriser leurs biens. Aussi est-il nécessaire que chacun joue sa partition, en aidant la police à atteindre le but fixé via une coopération sincère.

s victimes, entre autres.



## Le devoir régalien de l'État

Styve Claudel ONDO MINKO  
Libreville/Gabon

Il est hors de question que les pouvoirs publics laissent s'installer un climat de terreur à Libreville et dans l'arrière-pays, surtout à l'approche des élections générales. Au risque de donner libre cours aux interprétations qui fusent déjà de toutes parts, selon lesquelles ces actes seraient l'œuvre de réseaux criminels à la solde de certaines personnalités. En effet, il est d'autant plus urgent pour les autorités compétentes d'agir. Car laisser des gangsters dicter leur loi sans être inquiétés, c'est cautionner que les mauvaises nouvelles, les problèmes et les dan-

gers de la vie accaparent l'attention des paisibles citoyens. Non sans exciter en eux l'instinct de survie, en leur faisant oublier au passage leurs aspirations légitimes à vivre dans de meilleures conditions. Face donc à cette criminalité croissante, le devoir régalien de l'État consiste inéluctablement au renforcement des missions permanentes et ponctuelles des Forces de police nationale (FPN), entre autres, sur l'ensemble du territoire. Mais aussi par l'affectation d'une logistique permettant aux Officiers de police judiciaire (OPJ) de boucler les procédures de manière efficace et efficiente. L'espoir de voir les limiers neutraliser les assassins des deux Gabonaises et du Sénégalais très

prochainement peut ainsi être entretenu par les parents des victimes et l'opinion. Car, ce que les auteurs de ces actes semblent ignorer, c'est que les flics commis à la tâche sont désormais appuyés par un arsenal important favorisant l'obtention rapide de résultats en matière de prélèvements des traces et autres indices laissés sur la scène de crime.

En mettant les malfaiteurs hors d'état de nuire, dans un laps de temps, les pouvoirs publics donneraient ainsi des signaux positifs en matière de garantie de l'ordre public et de la sécurité. Deux des fonctions régaliennes de l'État devant déboucher sur la justice à laquelle s'attendent d'ailleurs les victimes et leurs parents.